

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Global Witness condamne l'arrestation d'un défenseur des droits de l'homme congolais

22 mars 2008

Global Witness a aujourd'hui condamné l'arrestation du défenseur des droits de l'homme congolais Hubert Tshiswaka qui a eu lieu le 21 mars 2008, et demandé instamment au gouvernement de cesser d'intimider les membres de la société civile.

Hubert Tshiswaka, qui milite depuis longtemps pour la défense des droits de l'homme en République démocratique du Congo (RDC), est actuellement Responsable du Programme RDC à l'Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA). Il a été arrêté par des membres de l'Agence nationale de renseignements (ANR) en tenue civile le matin du 21 mars au Park Hotel de Lubumbashi, dans la province du Katanga, dans le sud-est de la RDC. Il a été détenu pendant plusieurs heures, sans avoir accès aux services d'un avocat. À l'issue de pressions internationales, il a été relâché le soir même sans mise en examen.

Les membres de l'ANR accusaient Hubert Tshiswaka d'avoir distribué un dépliant anonyme critiquant le gouvernement congolais. Ce dépliant dénonçait, entre autres, les actions du gouvernement en termes de situation humanitaire, la corruption et la mauvaise gestion des ressources naturelles. L'ANR a également interrogé Hubert Tshiswaka sur des commentaires qu'il aurait émis quelques jours auparavant lors d'une conférence sur le secteur minier organisée par le ministère des Mines à Kinshasa, la capitale de la RDC.

Hubert Tshiswaka est actif depuis de nombreuses années dans la dénonciation des abus et de la corruption dans le secteur minier en RDC, à la fois dans le cadre de sa fonction actuelle à l'OSISA et en tant que Directeur exécutif d'Action contre l'impunité pour les droits humains (ACIDH), organisation congolaise de défense des droits de l'homme.

L'arrestation d'Hubert Tshiswaka s'inscrit dans le cadre d'une démarche plus large et bien documentée reposant sur des pratiques de harcèlement, des mesures d'intimidation et des attaques perpétrées à l'encontre de militants, de journalistes et d'autres membres de la société civile en RDC. Global Witness considère l'arrestation d'Hubert Tshiswaka comme une violation manifeste du droit à la liberté d'expression.

L'organisation demande instamment au gouvernement congolais de veiller à ce que les défenseurs des droits de l'homme et d'autres membres de la société civile aient le droit de mener leurs activités légitimes et pacifiques sans ingérence et sans que leur sécurité physique soit menacée.

Pour tout renseignement complémentaire, contacter :
Carina Tertsakian : +44 7903 503297.